

# Le communiqué des écoles catholiques choque les autorités

## Un conseiller en prévention aidera chaque école

**L**a bonne nouvelle, c'est que les écoles francophones vont bénéficier, et gratuitement, de l'expertise d'un conseiller en prévention. Une personne qui les aidera à élaborer leur plan d'urgence interne. Mais cela a provoqué, ce mercredi, une sortie agacée du Segec, le secrétariat général de l'enseignement catholique. Sur fond de polémique plutôt gênante moins de 24 heures après la tuerie de Liège.

« Il n'y a toujours pas de conseillers en prévention dans de très nombreuses écoles. C'est inacceptable ! » L'intitulé barre le communiqué de la coupole gérant les écoles catholiques. « Les événements survenus ce mardi à Liège rappellent l'importance d'une politique de gestion des risques. Avec l'émergence de nouveaux types de risques (attaques terroristes ou autres), les écoles doivent pouvoir adapter leurs plans d'urgence. La plupart ont été conçus pour prévenir principalement le risque d'incendie (...) Ces plans doivent être revus et complexifiés afin de prendre en compte ces nouveaux types de risques pour lesquels

*l'évacuation n'est pas la bonne réponse, mais bien le confinement. Ces plans sont complexes et nécessitent un conseiller en prévention. »*

Le Segec attaqua ensuite le gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles (FWB), rappelant qu'en septembre 2016, « après avoir déjà alerté les autorités à de nombreuses reprises, il avait mis en

### **Le coup de sang du Segec a été peu apprécié**

*demeure le gouvernement de financer le décret « conseillers en prévention », voté en 2009 et toujours pas financé ! Ce n'est ni raisonnable, ni prudent dans le contexte actuel. En cas d'incident grave dans une école, à défaut de conseiller en prévention, la responsabilité politique et morale du gouvernement serait clairement engagée. »*

Avec la pique finale : « Entretiens, la FWB finance ces conseillers en prévention pour les seules écoles de son réseau ! C'est totalement inacceptable de ne pas

*voir toutes les écoles, tous les élèves et tous les membres du personnel traités de la même manière ! »*

### **COLÈRE FROIDE**

Autant dire que le communiqué a provoqué une colère froide au sein du gouvernement francophone... Surtout que le dossier a enfin passé le cap gouvernemental il y a quelques semaines ! « Dans le cadre des récents accords sur l'autonomisation du réseau WBE, la ministre de l'Éducation a obtenu du gouvernement la mise en œuvre du décret « conseiller en prévention » à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2019 ». La seule réaction, hier, du cabinet de la ministre Schyns.

Dans l'entourage du gouvernement, on fait toutefois remarquer que sortir cela au lendemain d'une tuerie, qui a en plus directement menacé une école, manque de sensibilité et de retenue. Précisons encore que les équipes mobiles étaient déjà au service des directions qui souhaitaient approfondir ces questions de sécurité... Même si une solution permettant un financement structurel reste plus confortable. ●

**DIDIER SWYSEN**